GUERRE DE CLASSES

JOURNAL COMMUNISTE LIBERTAIRE

POUR LE POUVOIR INTERNATIONAL
DES CONSEILS OUVRIERS

« L'avant-garde réelle, ce n'est pas tel ou tel groupe qui se proclame la conscience historique du prolétariat, c'est effectivement ceux des travailleurs en lutte qui sont à la pointe des combats... »

(Plate-forme de l'O.C.L., juillet 1971)

NOUVELLE SERIE
Nº 5
MAI 1973
1F

LYCEENS, TRAVAILLEURS, TOUS UNIS

LA REMONTEE DES LUTTES

Il n'aura pas fallu attendre bien longtemps après les élections pour assister à une reprise des LUTTES. Ce sont d'abord les lycéens qui descendent dans la rue pour manifester leur opposition à la loi Debré, les étudiants leur emboîtant le pas immédiatement sur les D.E.U.G.

Ce qu'il faut retenir de ce mouvement c'est qu'il est parvenu de lui-même à dépasser ses propres mots d'ordre réformistes au départ, voire même corporatistes (rétablissement du sursis — supression des D.E.U.G.) pour aboutir à une remise en course plus globale de l'armée et de l'enseignement dans le système capitaliste ; — jamais depuis mai 1968, en province surtout, les manifestations de rue n'avaient connu une telle ampleur malgré la féroce répression policière (Strasbourg).

Dans le même temps, les O.S. de RENAULT-BILLANCOURT (en majorité des travailleurs immigrés) se mettent en grève et joignent à leurs revendications salariales des revendications remettant en cause l'échelle des qualifications, déclenchant un vaste mouvement revendicatif dans tout le pays (Renault-Flins-Sandouville, Peugeot-Saint-Etienne, Saviem-Caen, Limoges, etc.).

Mais il ne s'agit pas de croire que les élections (et l'échec du Programme Commun) ont ouvert une nouvelle période devant aboutir à une situation insurrectionnelle (mythe de mai 68). En effet, ces luttes s'inscrivent dans la tendance générale à l'autonomie du prolétariat qui caractérise la « période » ouverte par la crise du colonialisme et dont le point le plus haut (mais non le point final) aura été mai 68 ; les élections ne sont qu'un phénomène secondaire qui joue un rôle de frein dans la lutte des classes en monopolisant toute l'activité politique ; les dernières élections, du fait de l'existence d'un Programme Commun de la Gauche Unie dans lequel les travailleurs avaient placé leurs espoirs, ont éteint pendant une longue campagne électorale tous les foyers de lutte, grâce aussi à la faiblesse de l'extrême-gauche incapable d'offrir des perspectives de luttes crédibles face au réformisme. Mais cette mascarade électorale terminée, les luttes contenues pendant ces mois explosent.

L'ATTITUDE DU POUVOIR

Face à ces luttes, le pouvoir adopte deux attitudes différentes : en ce qui concerne les luttes ouvrières des O.S. de BILLANCOURT, il lui semble préférable d'adopter une attitude relativement souple (cf. Pompidou : « Il faut être imaginatif et généreux ») pour enrayer la combativité ouvrière qui risquerait de faire tache d'huile. Quant aux luttes lycéennes et étudiantes, le gouvernement, rassuré par ces dernières législatives, montre sa volonté de briser toute contestation dans les lycées et universités (Fontanet : « Il faut mettre un terme à la politisation dans les lycées »), allant jusqu'à proférer des menaces ; l'objectif étant d'empêcher toute unité entre travailleurs et lycéens. Le mouvement

(suite en page 2)

NOTES SUR L'ETAT ACTUEL DU COMBAT ANTI-MILITARISTE ET ANTI-IMPERIALISTE EN FRANCE

Dans un texte paru dans le pré cédent numéro de « Guerre de Classes », nous avions mené à la fois la critique de l'anti-militarisme tradtitionnel et de l'opportunisme sectaire et avant-gardiste de certains courants « gauchistes ». Aujourd'hui, suite au développement rapide et important d'un courant anti-militariste révolutionnaire, nous pouvons, en analysant le comportement organisationnel et la pratique politique des courants incriminés, tirer quelques conclusions concrètes.

TOUT D'ABORD UN PEU D'HISTOIRE...

Jusqu'à la création du C.L.A.M. (Collectif National) au printemps 72, il n'existait pas de structure anti-militariste révolutionnaire capable de mener une propagande suivie et claire dans son contenu politique. L'anti-militarisme restait le domaine réservé des groupes pacifistes et non-violents. Malgré une campagne ultra-réformiste lenée en commun par la L.C. et le P.S.U. en 71 sur les

(suite en page 2)

DANS CE NUMERO

CHILI : Le socialisme sans la révolution ?

LA GAUCHE REFORMISTE : Et maintenant... Que vais-je faire ?

DOCUMENT : Le mouvement lycéen.

UNE NOUVELLE RUBRIQUE : Environnement, cadre de vie.

lycéen se trouve engagé dans une épreuve de force avec le pouvoir, épreuve dont l'issue sera déterminante pour le développement de la lutte des classes en France dans les mois qui viennent. Une défaite signifierait la démobilisation de toute une jeunesse en voie de radicalisation ; mais la victoire suppose que lycéens et étudiants soient capables de réaliser l'unité avec les travailleurs en lutte, et en particulier avec les jeunes travailleurs, contre l'embrigadement et la surexploitation de la jeunesse.

REFORMISME ET MOUVEMENT DE MASSES

Face à la spontanéité révolutionnaire des lycéens, les syndicats lycéens, étudiants et enseignants (à l'exception de la C.F.D.T.) tentent d'abord de saborder le mouvement qu'ils ne peuvent contrôler, en le divisant puis en essayant de le prendre en main sur des mots d'ordre réformistes.

Les lycéens ne sont pas dupes : ils ont besoin d'être soutenus, non d'être encadrés !

A RENAULT-BILLANCOURT, la C.G.T. tente de briser la grève des O.S. en négociant avec Dreyfus des augmentations de salaires passant sous silence les revendications des O.S. sur les qualifications. Les travailleurs montrent leur détermination et poursuivent leur grève.

Dans un premier temps, les élections n'ont donc pas constitué une rupture dans la pratique syndicale de la C.G.T., mais la C.F.D.T., quant à elle, ayant besoin de rompre avec le Programme Commun pour rendre crédible son alternative autogestionnaire, soutient le mouvement lycéen avec opportunisme pour se démarquer de ses anciens partenaires.

Mais dans un deuxième temps, la C.G.T., ne pouvant tolérer d'être mise à l'écart du mouvement (soutenu par la C.F.D.T.) dont elle ne peut nier le caractère anti-capitaliste, ni accepter d'être à la remorque de ce mouvement de masse, elle prend les devants et lance un appel à l'unité devant se concrétiser par des manifs lycéens-travailleurs et dont l'aboutissement doit être un 1er mai unitaire.

Il s'agit bien là d'une tentative de récupération car il est évident que les syndicats, de par leur soumission aux partis réformistes, ne sauraient avancer des mots d'ordre « d'avant-garde » pendant très longtemps. On ne peut dissocier cette tactique unitaire de la stratégie globale du P.C.F. : il s'agit pour le P.C.F. et ses appendices de ne pas se couper des masses et de rallier à eux toutes les couches sociales en lutte contre le Pouvoir. En prenant l'initiative d'un 1er mai unitaire, ils entendent prendre en main le mouvement afin de l'étouffer, tout en y participant dans les apparences.

Plus que jamais, il importe que travailleurs et lycéens s'organisent eux-mêmes pour gérer leurs luttes et se couper des appareils bureaucratiques (partis et syndicats) : la lutte contre la hiérarchie, l'embrigadement, contre l'organisation de la société capitaliste (à l'usine, à l'armée, à l'école) passe nécessairement par l'autonomisation des mouvements de masse vis-à vis de ceux qui prétendent en être la conscience la plus élaborée.

FACE AU POUVOIR ET FACE AU REFORMISME

LYCEENS, TRAVAILLEURS, TOUS UNIS !

NOTES SUR L'ETAT ACTUEL

TE ET ANTI-IMPERIALISTE EN

thèmes (ambigus ?) : « libre choix de la date d'incorporation », « une véritable instruction militaire pour le peuple » ; malgré encore une agitation épisodique et confuse de petits groupes anarchistes. Et cependant, un anti-militarisme révolutionnaire se développait dans la jeunesse (le nombre croissant d'insoumis politiques, une agitation localisée et parcellaire mais symptomatique dans les casernes...) Et face à cela, les groupes révolutionnaires, dans leur immense majorité, se révélaient parfaitement incapables de la moindre initiative visant à aider ce courant à s'auto-organiser, à se clarifier. C'est pour cela, pour que la propagande anti-militariste ne soit plus à la merci des « disponibilités » des groupes révolutionnaires, pour qu'une dénonciation claire de l'armée, bande armée du Capital, puisse être menée qu'à l'initiative de « Révolution ! », de « P.L.R. » et de l'O.C.L., se créait le C.L.A.M. Très vite, les comités de base et les comités de province connaissaient un développement important, si bien qu'à l'heure actuelle les C.A.M. dépassent de très loin la réalité des groupes qui en furent à l'origine.

CLARIFICATION ET PREMIERS ACCROCHAGES...

Très vite les nombreux comités ressentent le besoin d'une rencontre nationale, largement ouverte, qui permettrait de définir en commun les différents axes d'intervention (embrigadement de la jeunesse, impérialisme, répression sociale...) et d'organiser une coordination plus efficace. A ce moment, les premiers accrochages eurent lieu : les Maos (style Cause du Peuple) s'opposèrent de plus en plus nettement à la construction d'un courant anti-militariste révolutionnaire réellement organisé ; accusant les C.A.M. de groupuscularisme et de sectarisme, ils entendaient appuyer systématiquement toute forme de refus de l'armée sans analyse politique claire. En fait, sous prétexte de refuser d'introduire des divergences idéologiques, qui, selon eux, ne se retrouvent pas dans la réalité, ils mettent en avant les mots d'ordre les plus réformistes et les plus petits-bour-

CHILI : le socialisme sans la révolution ?

Le 29 avril dernier, « Le Monde » titrait : « Les militaires quittent le ministère chilien ». Ce départ des militaires n'est sans oute pas sans rapport avec les résultats des dernières élections, élections qui, rappelons-le, ont montré un léger renforcement de l'Union populaire qui dispose maintenant de 43 % des suffrages.

Si a près les multiples crises subies par le gouvernement Allende (flambée des prix, grève des camionneurs et des commerçants de septembre-octobre dernier...), la situation à l'issue des élections semble plus favorable, ce n'est pas pour autant que les difficultés ont disparu.

LE CHILI, UN PAYS SOUS-DEVELOPPE SANS CESSE DOMINE PAR L'IMPERIALISME

La principale richesse industrielle du Chili est le cuivre ; monopolisé depuis 1920 par le groupe U.S. Morgan, il a permis l'accroissement du potentiel U.S. utilisé, entre autres, au Vietnam.

Dans ce pays sous-developpé, l'Union populaire, arrivée au gouvernement à la fin de l'année 70, prétend instaurer peu à peu le socialisme par la voie pacifique. Et pour cela, la seule arme que se donne Allende est l'utilisation de moyens ***légaux*** : utilisation renforcée des « bonnes lois » déjà en place dans l'arsenal législatif ; utilisation déviante d'autres lois déjà votées ; mise en application rapide de la loi de réforme agraire qui existait déjà.

Les principaux buts de l'union populaire sont la nationalisation des secteurs-clés de l'économie (nationalisation qui se fait avec rachat), de façon à tenter un développement de l'économie nationale permettant au Chili de se dégager peu à peu de l'emprise de l'impérialisme américain.

Mais cela ne se fait pas sans heurts.

L'UNION POPULAIRE : UNE IMPASSE

Les difficultés multiples auxquelles s'est heurté jusque-là le gouvernement Allende montrent que celui-ci est coincé :

— A l'extérieur, l'impérialisme U.S. ne reste pas spectateur. Les compagnies U.S. qui possédaient les mines de cuivre ont provoqué des sabotages volontaires de l'exploitation de ces mines dès qu'il y a eu menace de limitation de leur monopole. On se souvient de l'embargo de la Kennecott sur une cargaison de cuivre chilien, réalisé en automne dernier avec l'appui du gouvernement français. Les U.S.A. cherchent aussi à diviser les travailleurs, à créer, dans certains secteurs, une aristocratie ouvrière dont le comportement réactionnaire et corporatif sert les intérêts U.S. C'est ainsi que, avant la nationalisation de la mine de Chuquicamata, les mineurs étaient payés par les américains 10 fois plus que dans les autres secteurs. Il en est de même actuellement dans les usines appartenant à un membre de l'opposition de droite. Les U.S.A. interviennent aussi sur un plan directement politique : ils ont tenté d'empêcher l'élection d'Allende, d'aider à un coup d'état militaire d'un général d'extrême-droite ; ils cherchent à créer le chaos économique ; des commandos violents d'extrême-droite sont entraînés en Bolivie...

— A l'intérieur, l'Union populaire est coincée entre les pressions des travailleurs qui, dans certains cas, prennent eux-mêmes l'initiative d'occuper les usines ou les terres, et les tentatives de sabotage économique organisées par la droite (sabotage d'autant plus facile qu'il ,y a pénurie) : marché noir qui permet aux plus riches d'échapper au rationnement des produits de première nécessité ; contrebande à grande échelle : les propriétaires de camions transportent dans les pays voisins des produits qu'ils achètent à bas prix (les prix sont bloqués au Chili), et revendent deux ou trois fois plus cher au Pérou et en Bolivie.

L'UNION POPULAIRE : UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS

Comment réagit l'union populaire face à cette situation ?

En octobre 1972, le président Allende a confié à un militaire, le général Prats, la direction du gouvernement. Après la grève des camionneurs de septembre-octobre dernier, le gouvernement a fini par céder aux entrepreneurs de transport qui vivent de la contrebande en renonçant à créer dans un délai prévisible une compagnie de transports nationalisée. La plupart des nationalisations se sont faites avec indemnisation ou rachat.

Donc, face à la bourgeoisie la plus réactionnaire et pro-américaine, le gouvernement capitule.

Et face aux pressions des travailleurs ?

Au printemps dernier, à la suite d'échauffourées entre la police et les sans-logis du bidonville de La Hermida, deux auto-mitrailleuses prennent position dans le bidonville ; ils appellent les habitants à sortir pour « soutenir l'Union populaire menacée » ; et ils ouvrent le feu. Bilan : 4 morts, 15 blessés.

En province, 35 % de la main-d'œuvre agricole ne trouve pas à s'employer et les propriétaires terriens sabotent la production Pour riposter, les paysans ont tenté d'occuper les terres. La réponse d'Allende / « occuper les terres, c'est violer un droit » ; et depuis quelque temps, toute occupation de terre ou d'usine est interdite.

Quant aux travailleurs, ils travaillent dur... mais pas pour eux. La bataille de la production est engagée... pour prouver la supériorité du secteur nationalisé, et pour permettre à l'état chilien d'indemniser les patrons des entreprises privées !

Aussi l'Union populaire n'est pas le gouvernement des travailleurs, ni même un gouvernement qui se donne pour but l'établissement du socialisme.

Le Chili est un pays sous-developpé, pillé par l'impérialisme américain. L'Union populaire représente les intérêts des couches qui aspirent à constituer une véritable bourgeoisie nationale, qui cherchent à développer une économie nationale prospère de façon à pouvoir prendre leurs distances vis-à-vis de l'impérialisme américain. Et pour ce, ces couches se servent des illusions créées chez les travailleurs (on se dit de gauche ; on promet le socialisme), et les oblige à travailler dur pour quelques miettes supplémentaires.

Mais, comme dans tous les pays pillés par l'impérialisme, la bourgeoisie nationale n'a pas pu réaliser l'accumulation qui lui permettrait d'édifier une économie prospère ; c'est pourquoi cette tentative ne peut être qu'un échec. La présence constante de l'impérialisme au Chili, ses moyens de pression énormes sont là pour le prouver. Et si même le Chili arrivait à limiter ou éliminer l'emprise de l'impérialisme U.S., il ne vaincrait pas par là même le sous-développement, et serait réduit à changer de « protecteur » (1).

Quant aux travailleurs, ils n'ont rien à attendre d'un tel gouvernement. Les dernières élections ont montré que la grande majorité des travailleurs n'était pas prête à céder au chantage de la droite ; qu'ils soutenaient, malgré les difficultés, un gouvernement qui semble faire — un peu plus que les précédents — attention à eux. Mais cela ne suffit pas ; car l'Union populaire cherche l'appui ***électoral*** des travailleurs, mais se garde bien de leur donner les moyens d'exercer le pouvoir.

Ce n'est que lorsque les travailleurs prendront en main eux-mêmes leur lutte (les occupations d'usines et de terres en sont un avant-goût), ***et en liaison avec les travailleurs des autres pays (seul moyen de vaincre le sous-développement),*** qu'ils pourront espérer renverser à la fois l'impérialisme américain ***et*** la bourgeoisie nationale qui actuellement se sert d'eux. Ce n'est pas de cette façon qu'ils établiront leur propre pouvoir.

(1) Cf. Cuba, qui est tombé sous la coupe du capitalisme d'état soviétique.

DU COMBAT ANTI-MILITARIS-

FRANCE *(suite de la page 1)*

geois et tentent partout où ils le peuvent d'impulser la création de groupes anti-militaristes de type traditionnel comme le C.S.O.C., le G.A.R.M., etc. Dans la pratique, cela se traduit généralement par leur départ du C.L.A.M. le refus de toute propagande politisée et la création du G.I.C. (Groupe d'Information sur les Casernes). Le G.I.C., créé au départ à seule fin d'informer le public sur ce qui se passe dans les casernes, devint vite et selon les circonstances, un groupe anti-militariste tendant à concurrencer ceux qui existaient déjà, en fait le cache-sexe des Maos...

La Ligue Communiste, présente au départ dans un certain nombre des C.A.M. de province, mais absente au niveau national, ne voyait pas d'un très bon œil se développer un organisme de masse autonome qui n'allait pas chercher ses perspectives à la cellule locale. Fin 72, elle créa le C.D.A. (Comité de Défense des Appelés) à vocation démocratique ; dès lors, les militants de la Ligue, munis d'un cheval de bataille, investirent les C.A.M. et proposèrent ni plus ni moins que la transformation des C.A.M. en C.D.A. L'argumentation était simple ; le C.D.A. est un rassemblement démocratique et légal ouvert à tous dans la mesure où il fait l'économie d'une analyse politique (réservée, bien sûr, à l'avant-garde : la L.C.).

« En fonction aussi bien de l'analyse de la situation politique qui est la nôtre que de celle de la configuration de ce mouvement, nous affirmons que nous devons travailler dans la perspective de gagner l'hégémonie politique et organisationnelle sur ce mouvement. »

« Les tâches actuelles de la Ligue sont :

— la structuration, le renforcement de l'équipe de direction du travail armée Ligue ;

— la prise en charge active de la construction du C.D.A. dans la perspective décrite plus haut. Notamment le développement d'une direction nationale où nous nous efforcerions d'asseoir notre d'une direction nationale où nous nous efforcerions d'asseoir notre hégémonie. »

(Citations extraites du B.I. de la L.C. nº 49, Fév. 73, sous le titre « Résolution du C.C. sur le travail anti-militariste »)

Tout cela aurait pu marcher si la Ligue, comme elle l'avait d'ailleurs fait un instant, avait reconnu la spécificité des divers courants anti-militaristes et si le C.D.A. était resté conforme à sa vocation initiale : unir tous les anti-militaristes afin de défendre les appelés face à la répression militaire. Mais il n'en fut rien et le C.D.A. se comporta en réalité comme le cheval de Troie de la Ligue au sein du mouvement. Nous n'énumérerons pas toutes les péripéties héroï-comiques des camarades trotzkystes, mais les méandres de leur politique, leurs prises de position successivement contradictoires les ont en maints endroits et occasions démasqués. Incroyable mais vrai ! Ce sont les mêmes camarades qui oseront parler dans un numéro de « Rouge » de sectarisme, d'opportunisme... ce sont ces mêmes camarades qui prétendirent que les C.A.M. étaient manipulés par « Révolution ! » avec le concours de quelques « anarchistes » (lisez O.C.L.).

Mais là, hélas ! ne s'arrête pas la comédie et c'est à l'O.R.A. que nous devons le dernier acte. Jugeant sans doute que l'anti-militarisme est un monopole « anarchiste » ou que pour être anti-militariste, il faut être anarchiste... enfin bref, considérant donc tout cela, décréta que l'anti-militarisme était l'occasion idéale de « rassembler tous les libertaires » (sic). Pour être bien sûr qu'aucun « étranger » ne puisse s'introduire sur la plaie, on décida d'élaborer une plate-forme telle « qu'aucun trotzkyste ne puisse s'en satisfaire ». Le nouveau-né naquit d'une alliance entre l'O.R.A. et des groupes très confus et parfois même droitiers (M.D.P.L., Confrontation anarchiste, certains C.S.O.C., etc.) ; ce fut le M.A.C.A. (Mvt Antiautoritaire Contre l'Armée). Voilà au moins un sectarisme clair. Mais au fait camarades... il y a un an, ne disiez-vous pas que l'anti-militarisme était un front secondaire qui ne nécessitait pas un investissement militaire réel ? Alors !!!

L'attitude du pouvoir

1) Face aux travailleurs
« Etre imaginatif et généreux »

2) Face aux lycéens
« Mettre un terme à la politisation dans les lycées »

QUELQUES CONCLUSIONS :

Dès qu'un mouvement de masse tend à s'organiser de façon autonome par rapport à toute organisation et dès qu'en son sein un véritable débat politique s'instaure et donne naissance à un minimum théorique clair, alors les « avant-gardistes » de toutes obédiences paniquent ; ils paniquent et ils... manquent d'arguments. Il est difficile en effet pour la Ligue ou les Maos d'expliquer qu'un mouvement de masse est par définition myope politiquement et que la seule issue pour lui est l'intégration de sa pratique, volontairement limitée disent-ils, dans la stratégie générale des groupuscules précités. Tout aussi étriquée la justification de la création artificielle d'un mouvement de masse parachuté alors qu'un tel mouvement existe déjà, surtout lorsque ce mouvement est ouvert à tous et que le débat y est permanent. Une telle attitude ne nous étonne guère de la part des camarades de la Ligue dont toute la stratégie et la tactique sont tournées vers le renforcement de l'organisation, « le parti en herbe », et la constitution d'organismes de masse spécifiques assujettis politiquement à l'organisation. Pour les maos, il n'y a même rien à dire puisque selon les disciples du grand timonier, les masses ne s'intéressent pas à la politique mais seulement aux notaires sadiques, à l'exachlorophène, etc. Ce qui peut surprendre, c'est l'attitude des camarades de l'O.R.A. ; prétendre rassembler les anarchistes par le truchement de l'anti-militarisme, c'est tout simplement aberrant et politiquement erroné. Aberrant parce que ni historiquement ni politiquement l'anti-militarisme ne saurait être la propriété des « anarchistes », erroné parce que les clivages que fait l'O.R.A. sont abstraits et gratuits ; il nous semble à nous que le débat sur l'armée populaire n'est pas à l'ordre du jour parce que l'organisation de la violence du prolétariat est l'affaire du prolétariat lui-même et non de groupes politiques extérieurs à la classe. D'autre part, il nous apparaît qu'il y a d'autres tâches à mener à l'heure actuelle (contre l'embrigadement de la jeunesse, contre l'impérialisme), tâches que l'on peut et doit mener dns la plus large unité possible. Tout se passe comme si les camarades de l'O.R.A. cherchaient à se constituer une assise de masse à travers le M.A.C.A. ; cela nous le condamnons, car ce n'est pas l'étiquette « anarchiste » qui saurait constituer l'antidote à toute déviation avant-gardiste et la tactique que vous employez, camarades, vous mène tout droit à cette déviation.

Quant à nous, et au risque de nous voir reprocher pour la enième fois de servir de caution libertaire, nous entendons plus que jamais œuvrer au développement du mouvement anti-militariste révolutionnaire. Nous trouvons que cette tâche trouve sa réalisation pratique dans la volonté de favoriser l'initiative à la base, c'est-à-dire dans la création d'un maximum de comités de base. Cela dans la perspective d'un véritable mouvement autonome apte à se lier aux luttes du prolétariat et dans la perspective d'un anti-militarisme de classe pris en charge politiquement par les travailleurs eux-mêmes (nous signalons à ce sujet la création récente de C.A.M. ouvriers). C'est parce que nous pensons que le C.A.M. répond dans une large mesure à ces objectifs que nous regrettons que des camarades aient préféré l'isoloir du sectarisme au débat politique, la pratique séparée à l'action commune.

Pour terminer, précisons encore que nous préférons fonder l'unité d'action sur des accords politiques précis et sérieux dont il est aisé de vérifier l'honnêteté dans la pratique commune, plutôt que sur le vocable « anarchiste » dont l'élasticité politique n'est plus à prouver.

Avril 73.

DOCUMENT

LE MOUVEMENT LYCEEN : UN EXEMPLE A CAEN

Dès le 1er mars, le lycée Malherbe se mettait en grève signifiant ainsi son refus de la mascarade électorale, bientôt suivi par les autres lycées de la ville.

En effet le ralbol lycéen est profond :

A Caen comme ailleurs, les lycéens se heurtent aux murs du lycée-caserne où la sélection sociale et la répression sont permanentes à tous les niveaux :

— interdiction de se réunir en dehors des cours (à Malherbe une réunion d'information sexuelle est interdite par l'administration),

— expression impossible dans les cours qui sont fondés sur un savoir de classe,

— persistance d'un système répressif puissant : colles, conseil de discipline, avertissements...

— les plus marqués par cet enseignement sont les internes qui le subissent 24 heures sur 24.

A partir de là, une bonne partie des lycéens a pris conscience que l'embrigadement se retrouve à tous les niveaux de la société : armée, usine, C.E.T., etc. La révolte des lycéens, qui suit cette prise de conscience, prend plusieurs formes, essentiellement :

— une fuite dans la drogue qui possède à Caen un réseau bien organisé et protégé,

— un militantisme canalisé surtout par la Ligue communiste,

— elle prend aussi d'autres formes plus diffuses dans d'autres recherches : journaux, groupes de théâtres, etc.

Le 1er mars le ralbol éclate : les lycéens s'attaquent à ce qui tue l'expression dans les lycées. Au cours d'une assemblée générale, ils dégagent une plateforme de revendications comprenant notamment :

— la suppression des consignes

— la liberté d'information (panneaux, salle de réunion)

— le changement de régime des internes.

Ce mouvement réformiste dans ses revendications, et non dans ses aspirations, va subir des tentatives de récupération de la part des forces réformistes, de canalisation de la part de la Ligue communiste, tentatives qui s'ajoutent à celles de sabotage de la part des forces réactionnaires.

Ces tentatives seront en partie déjouées par le second mouvement (lutte contre la loi Debré) qui se développera après le 22 mars et dont les objectifs traduiront mieux les aspirations révolutionnaires de bon nombre de lycéens.

LES FORCES REACTIONNAIRES

Les administrations appuyées par les profs réactionnaires et les parents de la fédération Armand ont tenté d'étouffer le mouvement (menaces individuelles, lettres aux parents), puis de le saboter en se retranchant derrière le conseil d'administration avant que n'intervienne le recteur qui, dans une déclaration, attribue les responsabilités de la grève « à un groupe d'agitateurs bien organisés » et menace de faire appliquer la circulaire Guichard (fermeture des lycées et réinscriptions individuelles).

Mais il est obligé de tenir compte de l'intervention des syndicats qui, en cette période électorale, l'empêchent de mettre cette menace à exécution (4 lycées fermés à quelques jours du second tour ? !!!)

Il et alors obligé d'accepter le principe des négociations qui permettront la satisfaction d'un bon nombre de revendications. Ce n'est qu'après le 22 mars, alors que les lycéens se sont mobilisés contre la loi Debré, qu'il fait ferme les lycées comme bon nombre de recteurs et par la suite prendra des mesures répressives à l'encontre de lycéens actifs.

LES FORCES REFORMISTES

Caractérisées pendant les deux mouvements par leur opportunisme : au début du 1er mouvement, craignant que l'agitation lycéenne fasse perdre des voies au candidat de la gauche les syndicats (S.G.E.N., S.N.E.S.) interviennent directement auprès des lycéens pour les faire rentrer en cours sur de vagues promesses.

Puis face à la détermination des lycéens, la menace de fermeture des lycées est l'occasion pour eux d'intervenir auprès du recteur et d'imposer la négociation pour mettre un terme à un mouvement gênant. Une semaine après la fin de ce mouvement les réformistes se retrouvent plongés dans leur contradiction par le double mouvement qui se développe nationalement :

— dans les facs : lutte contre les D.E.U.G.

— dans les lycées : lutte contre la loi Debré

Leur action se traduit par une tentative de division puis de récupération du mouvement l'U.N.E.F. dans les facs, l'U.N.C.A.L. dans les lycées appuyés par le P.C. et le P.S., C.G.T., Cornec, etc., sans tenir compte des assemblées générales, montrent leur volonté de division par deux fois :

— la veille du 22 mars, ils organisent une première manifestation mais devant le peu d'échos qu'ils reçoivent, ils se rallient à la manifestation organisée pour la journée nationale par les comités de grève,

— le 28 mars, le P.C.F. et ses appendices organisent une nouvelle manifestation qui, autorisée, réunira 200 personnes. A la même heure 6.000 personnes à l'appel des comités de grève manifestent dans les rues de Caen, malgré l'opposition violente des forces de police.

A noter que la fédération locale de la C.F.D.T. s'est ralliée à cette dernière manifestation. Sa tentative de division tournant au ridicule, le P.C.F. se rallie au mouvement pour tenter de le récupérer. Les diverses organisations satellites du P.C.F. s'attribuent alors la paternité de la manifestation qui, le lundi suivant, rassemble plus de 6.000 personnes.

Mais elles ne dupèrent ni les lycéens ni les étudiants qui dans la A.G. les démasquèrent systématiquement.

A vouloir prendre le train en marche, on finit par râter le marchepied et on se casse la gueule...

LES TROTSKISTES

A Caen, comme ailleurs, ils ont cherché à encadrer les mouvements lycéens et étudiants en les cantonnant dans les mots d'ordre réformistes qu'ils s'étaient fixés (extension des sursis) puis, alors que le mouvement se radicalisait (service national = service du capital), en isolant les lycéens et les étudiants :

— leur pratique consiste à s'octroyer le quasi monopole de la parole dans les A.G. où ils font voter une motion de soutien des étudiants aux lycéens qui exclue en fait un soutien effectif.

— Cette motion se concrétise à la réunion inter-lycée suivante par l'expulsion des militants étudiants qui avaient suivi et aidé le mouvement lycée dès le début. Cette tactique marque une volonté systématique de la ligue de rester seule organisation présente dans les lycées ce qui lui permet ainsi de grossir ses rangs. Cette tactique comme celles des réformistes à contribuer à l'essoufflement du mouvement :

— les lycéens qui, au moment de la fermeture des lycées, se trouvaient plus de 500 pour occuper un des lycées ne sont plus qu'une infime minorité à rester actifs à la réouverture,

— à la fac, les grévistes sont incapables après les incidents de Strasbourg d'empêcher que des cours se tiennent.

Malgré l'essoufflement du mouvement et l'action des réformistes et de la ligue, les lycéens ont néanmoins manifesté dans leur lutte leur refus de l'embrigadement à quelque niveau qu'il soit et d'où qu'il vienne. Mais, il importe qu'ils se donnent les moyens de contrôler leur lutte et que pour cela les comités de grève ne soient pas noyautés par une quelconque organisation.

ET MAINTENANT, QUE VAIS-JE FAIRE...

(A fredonner sur un air de G. Bécaud)

La Gauche, en échouant largement dans cette dernière joute électorale, vient de subir (par rapport à ses prétentions avouées) l'échec le plus cuisant depuis l'avènement du Gaullisme et sans doute même depuis l'avènement de la sacro-sainte théorie du « passage pacifique » au socialisme.

Echec d'abord par le score : la majorité à elle seule reste la majorité, le P.C. ne progresse pas par rapport à 67, la Gauche fait le plein avec 46% et plafonne désespérément. Ce qui veut dire que la prochaine assemblée, malgré quelques sautes d'humeur probables restera une assemblée calme, sereine... avachie. Les réformistes n'auront pas les moyens de mettre le gouvernement en difficulté au sein de sa propre légalité ; ils ne pourront privilégier les institutions parlementaires sans que soit clairement démontrée leur volonté, pour le moins objective, de diriger les luttes vers des voies de garage.

Certes, le P.C.F. et le P.S. pourront, comme ils n'ont pas manqué de le faire dès la proclamation des résultats, incriminer le découpage électoral, la disproportion des moyens de propagande, l'intervention « scandaleuse » de Pompidou après la clôture du scrutin ; mais qu'est-ce que cela changera ? Cela montrera seulement, une fois de plus, à des millions de travailleurs que les élections sont un instrument de la bourgeoisie destiné à servir les intérêts capitalistes. Cela montrera que participer à une telle mascarade ne peut que servir les gérants du cirque électoral et brader les luttes ouvrières.

C'est donc à une situation politique vraiment nouvelle que vont se heurter à la fois les forces réactionnaires et réformistes. Depuis longtemps, avec l'avènement du régime présidentiel, le parlement ne pesait plus lourd dans la vie politique française ; à présent il apparaît aux yeux de tous que non seulement les véritables centres de décision se trouvent ailleurs (trusts, Elysée...), mais que la Gauche unie n'accèdera même jamais à cette miette de pouvoir qu'est le parlement sans s'affirmer encore davantage comme un « gestionnaire loyal » du Capital.

C'est ainsi que les travailleurs ressentiront ces résultats ; c'est en fait l'évanouissement de la grande illusion qu'entretenaient les réformistes depuis quelques mois. Pour les travailleurs, cette certitude va aller en s'amplifiant : la Gauche majoritaire ce n'est pas le socialisme et c'est le prix de la trahison des aspirations réelles des travailleurs fixé par la bourgeoisie.

Mais ce que ces élections ont révélé, mis en lumière, c'est le décalage entre la phraséologie révolutionnaire des réformistes et leur pratique légaliste et liquidatrice. L'effort fait par le P.S. pour rénover son image de marque et « coller » à la réalité des aspirations ouvrières (démagogie à propos de l'autogestion, « Changer la Vie »...) s'est estompé devant le décompte des voix, les querelles institutionnelles, les ambitions individuelles.

Nombreux seront les travailleurs à comprendre qu'on ne véhicule pas un projet socialiste et révolutionnaire à travers les dédales des institutions bourgeoises.

Ce qui est certain, c'est que pour un nombre croissant de travailleurs, la question à l'ordre du jour est : comment abattre le capitalisme ?, comment construire le communisme ? D'où la mise au rencart des projets électoraux des réformistes.

Les partis socialiste et communiste sortent effrités de cette épreuve, mais ils vont tenter par tous les moyens de conserver leur emprise sur la classe ouvrière (surtout le P.C.F. comme le montre bien l'analyse que nous faisons de cette formation dans notre brochure « Le P.C.F., parti ouvrier ? »), d'éviter surtout que les travailleurs se donnent dans la lutte des structures organisationnelles plus efficaces pour poursuivre le combat. Et ce seront bien sûr les syndicats qui réoccuperont le devant de la scène afin d'encadrer les travailleurs et de canaliser les luttes (cf. les O.S. de Renault) ; sans doute même seront-ils contraints de prendre l'initiative pour mieux se préserver de débordements inévitables. Seulement, à ce niveau, c'est déjà assez mal parti comme le montrent les luttes dures qui ont immédiatement suivi les élections, celles des lycéens et étudiants y comprises. Et tout cela est lourd de signification ; cela veut tout simplement dire que, de plus en plus, les travailleurs choisissent le terrain de l'affrontement direct avec le pouvoir, suivis sur cette voie par la jeunesse. A la grève sauvage, à l'occupation, aux manifestations de rue, le pouvoir se démasque clairement en utilisant sans merci son arsenal répressif : flics et groupes et milices fascistes dans les lycées et les facs, comme à Peugeot à Saint-Etienne. Et « chose étrange », pour la première fois, le P.C. et la C.G.T. ne considèrent plus les « gauchistes » comme des provocateurs ou des flics, mais leur proposent l'action commune ; Marchais déclare avec emphase : « Nous sommes avec eux dans la rue et au parlement », sans blague !!!

En fait, il ne faut pas s'en étonner, et sans doute les réformistes et leurs leaders se verront contraints de tempérer leurs attaques en direction des révolutionnaires. Non que Marchais soit pris d'un accès subit de sympathie à leur égard, mais parce que les travailleurs en lutte, déterminés à l'action directe, pourraient bien prendre ces attaques pour eux aussi ! Or cela serait le début de la fin pour la Gauche (surtout pour le P.C.). Ces rapports nouveaux, marqués d'une « ambiance chaleureuse » dixit Séguy, ne doivent pas faire illusion ; ce que les réformistes recherchent c'est « coller » au mouvement de la jeunesse pour la dévoyer si possible et non l'alliance avec les révolutionnaires sur les bases réelles du mouvement. La Ligue communiste ferait bien de tempérer son euphorie, car il est bien évident qu'elle ne s'assoiera à la même table que Séguy et Maire que le temps du mouvement lycéen et étudiant, que le temps qu'elle réussira à s'en approprier la direction.

En tout cas, la politique de ces camarades est plus qu'ambigüe, car nous devons le dire : le clivage entre réformisme et révolution ne passe plus aujourd'hui entre P.C.F.-P.S.-C.G.T-C.F.D.T. et « groupes gauchistes » (L.C., L.O.), mais à l'intérieur de la classe ouvrière et même à l'intérieur des centrales syndicales entre ultra-légalistes et partisans d'inévitables affrontements classe contre classe. Ceux que la Gauche a reconnu pour interlocuteurs ne l'ont pas été en tant que militants révolutionnaires, mais en tant que représentants d'un mouvement de la petite-bourgeoisie, surtout luttant sur des thèmes réformistes et corporatistes (non au D.E.U.G., rétablissement des sursis...) ; et cela dans la stratégie bien connue du P.C. qui vise à rallier la petite-bourgeoisie au Programme commun.

Cela dit, il est certain que la situation des réformistes sera de jour en jour plus inconfortable et leur brusque revirement en est la preuve.

La tâche des révolutionnaires n'est pas de viser à un strapontin aux côtés des réformistes au prix de concessions politiques inacceptables, mais de démasquer les tentatives de mystification parlementariste de ceux-ci. La tâche des révolutionnaires n'est pas de profiter de la situation politique nouvelle pour débaucher quelques militants réformistes « abusés », mais d'aider à la démarcation et la consolidation d'une gauche ouvrière anti-capialiste et anti-réformiste, autonome, et d'appuyer ses mots d'ordre.

DE VIE★ENVIRONNEMENT★CADRE DE VIE★ENVIRONNEMENT★CAD

« Au vu de la prolifération actuelle des parutions (revues, journaux, livres, etc.) et des manifestations diverses traitant des problèmes de la vie quotidienne, de l'« environnement » (de l'habitat aux « consommations »), de la critique idéologique, aussi de toutes « pollutions » et autres « écologies », nous avons décidé de vous demander de participer avec nous régulièrement dans ce journal à une réflexion commune et sans doute diverse sur ces aspects de « notre » capitalisme. Cette rubrique vous est donc ouverte, à tous, nous espérons que vous relèverez le défi. »

SUR L'IDEOLOGIE SCIENTISTE ET L'ECOLOGISME «TRADITIONNEL»

1 — L'idéologie scientiste, c'est l'idéologie de la société capitaliste moderne (société technologique), idéologie qui sous-entend une « mentalité technicienne » : elle repose sur différents mythes, tel l'amalgame de la connaissance (en général) à la connaissance scientifique, tel l'affirmation de l'explication universelle par la science des choses et de la résolution de tous les problèmes, ceci par l'intermédiaire de l'autorité incontestée du spécialiste compétent (= l'expert en...).

L'idéologie scientiste suscite le « progrès », moteur culturel de la productivité, présenté démagogiquement comme développement techni-coscientifique et industriel et assimilé à la créativité et à l'apparition du « nouveau » et qui devrait tendre, par son essence, au soulagement de la misère matérielle, alors qu'au contraire il y a déqualification, dégradation des conditions de vie, en plus d'aliénations toujours plus nombreuses ; parallèlement, sur le plan culturel et idéologique, elle a le culte de la raison comme valeur suprême et s'oppose à toute perception sensorielle, intuition, sensibilité (affective ou esthétique), expérience non-scientifique...

C'est dans son utilisation politique que la science est actuellement au service du pouvoir bourgeois (mais les fins négatives qui découlent de ce détournement politique par la bourgeoisie ne sont pas inhérents à la science, comme semblent le prétendre bon nombre d'écologistes traditionnels). Par ailleurs, parallèlement à cela, au niveau des plus concernés (les scientifiques), afin d'annihiler toute prise de conscience de leur part, la bourgeoisie applique, en même temps qu'une « politique » de hauts salaires afin de se « les ménager » et de diviser ainsi la population (pour mieux régner), elle applique donc la sous-spécialisation des scientifiques, d'où une absence de « vues » de la part du chercheur, de l'ingénieur, du technicien..., de fait, sur ce qui est hors de sa spécialité, à fortiori dans d'autres domaines que le scientifique, à savoir le politique, le culturel...

D'autre part, toujours pour annihiler toute prise de conscience des scientifiques, la bourgeoisie applique en second lieu la stratification des disciplines, d'une part au niveau des matières scientifiques et de celles non-scientifiques, par exemple subordination de fait des « lettres » aux « sciences » , d'autre part au niveau des diverses spécialités scientifiques et ceci dépendant de la politique économique du pouvoir bourgeois, par exemple informatique, électronique, physique nucléaire, prônée par la fraction de la bourgeoisie la plus moderne au détriment économique des sciences plus classiques. Il est à remarquer aussi que chez les scientifiques se trouvent (par autoaliénation sur leur place plus ou moins au sommet de la pyramide hiérarchique ?) l'élitisme et l'ésotérisme (ainsi le langage de spécialistes inaccessible au profane, aboutissant dans les cas nécessaires à une vulgarisation, par exemple dans les cas où des faits scientifiques sont relatés par la grande presse).

2 — A cette idéologie scientiste et ses conséquences, s'insurge « l'écologisme traditionnel », en faisant des analyses ignorant totalement la société de classes, ceci sur des thèmes humanistes, naturistes, voire mystiques, quand ils ne sont pas individualistes (ce qui est le cas, en fait la plupart des fois) ; un exemple : « l'analyse sur l'évolution de la société étant une crise de civilisation, de valeurs... allant invariablement toute seule, avec violence et en douceur, donc ? ? d'une mentalité technicienne à une mentalité écologique » (Cf. « Survivre et vivre » dont les numéros, quoique hétérogènes, reflètent, d'habitud e, une moindre débilité que « Amis de la terre » et autres « Actuels ».

Toutes ces écologistes font de la pollution et des problèmes satellites, certes importants, un problème spécifique en dehors de la lutte de classes : d'où individualisme (diététique, mystique, voire ascétique) et refus des luttes sociales, rejet de la technologie en bloc et non du capitaliste (cause et manipulateur de cette technologie) et en conséquence retour en arrière, refusant toute évolution de la société ; et si ceci se concrétise parfois par des sections (quand il y en a ! cf. fuite individualiste dans les communautés où l'on pense que cette nouvelle situation résoudra ses propres problèmes et se finissant en réalité en fiasco), ces actions (quand elles existent) sont de types réformistes : pétitions, défilés silencieux, appels aux personnalités... Ainsi ils donnent l'impression, quand ils prônent une nourriture « saine », des technologies douces, le mysticisme, de mieux aider, par là, à supporter la « misère généralisée » (travail, culture, habitat, santé...).

En fait cet écologisme, quand il n'est pas récupéré à des fins idéologiques — Mansholt — ou commerciales (cf. les industries anti-pollution aux U.S.A.) devient idéologique à son tour avec ses valeurs figées : retour à la nature, structure communautaire, mysticisme, végétarisme...

3 — Cependant, à cet écologisme, qui, en fait, ne sert que le pouvoir bourgeois, on peut opposer un écologisme révolutionnaire (front de lutte d'une organisation politique ou spécifité d'une organisation de masse ?), qui globalise le problème en le recentrant sur la lutte des classes (démarche semblable, par exemple, dans un autre domaine, à l'antimilitarisme révolutionnaire des C.L.A.M. et C.A.M. se démarquant des mouvements non-violents ou pacifiques, des anciens C.S.O.C....) :

— en dénonçant, d'une part, le scientisme avec sa caste conservatrice et hiérarchique de spécialistes (situation créée idéologiquement par la bourgeoisie, sur des valeurs citées plus haut) et avec ses mythes, se fondant sur la croissance industrielle capitaliste, se basant elle, sur un « pseudo-progrès ».

— en affirmant (avec les défunts « Cahiers d'Ecologie Politique ») que s'il y a pollution, au sens de ***déséquilibre écologique,*** elle se place autant au niveau de la production : cadences, conditions sanitaires de travail inexistantes, pillage du tiers-monde en matières premières bon marché ainsi que de la main-d'œuvre étrangère, construction dans de grands centres industriels d'usines au meilleur prix..., autrement dit, ***économiquement,*** étant du domaine capitaliste ; qu'au niveau de la ***consommation :*** création et suscitation de besoins artificiels, alors que les besoins nécessaires tels les logements, transports, santé... ne sont satisfaits de façon correcte, car non rentables (cf. S.N.C.F., R.A.T.P. ; et aussi par exemple les H.L.M., « cages à lapins », implantés dans les banlieues enfumées par les usines, alors que les grandes maisons bourgeoises elles, rentables — la politique française du logement étant de luxe —, sont construites dans des espaces verts).

VALEUR MYTHIQUE DU TRAVAIL

Le travail, dans l'optique capitaliste, a pour fonction économique de reproduire la plus-value ; il y a alors nécessité pour la bourgeoisie, à tous les niveaux d'information, de mystifier le travail par toute une entreprise d'aliénation (la valeur « travail » faisant partie de l'idéologie dominante) : C'est en quelque sorte le « travailler pour le progrès de la nation » et, ainsi, afin d'avoir « chacun un meilleur niveau de vie, soi et sa famille », ceci drainant en même temps les valeurs bourgeoises du bonheur, de la réussite sociale... En réalité, le sens et le but de notre travail échappe à notre contrôle, dès l'école primaire, d'ailleurs, et ceci jusqu'au métier : par le culte du travail, la bourgeoisie peut instaurer ainsi dans le prolétariat, une plus grande productivité, par des cadences plus fortes, des contrôles accrus, des conditions de sécurité et d'hygiène déplorables... En échange du salaire (permettant juste la satisfaction des besoins minimums vitaux et ceci toujours en vue du travail du lendemain), véritable poudre aux yeux, vu sa représentation, sa fonction... En rapport avec son équivalent en travail (d'où création de plus-value, source du profit). Alors qu'originellement, le travail est de servir à la satisfaction de besoins ou de désirs évidents et concrets, un des buts de la bourgeoisie moderne est d'affranchir, dans le plus grand nombre des secteurs, de l'« esclavage » du travail, par automation, cybebernétisme... (mais ce qu'elle ne dit pas, c'est que cela se ferait sur le dos des travailleurs : compaction du personnel, déqualification...) ; or, en même temps, elle s'occupe de plus en plus des loisirs et oppose, par là, travail — loisirs : contradiction, donc, entre le mythe du travail pour le progrès (afin en retour de « supprimer » le travail), ceci, en faisant accepter au nom du mieux-être de demain les injustices de l'actuel, et entre la conception des loisirs, eux allant croissant, soulageant les périodes de travail, temps de vie pénibles, puisqu'il y a nécessité à les faire « oublier » par les loisirs. Et ainsi la bourgeoisie a double profit : au niveau de la production et au niveau de la consommation (par l'intermédiaire des entreprises de loisirs, grandissant : tourisme, club de vacances, stages de ski...) et ceci selon le schéma : exaltation du travail, d'où augmentation de la production (1. Profit d'autant augmenté ; un peu limité s'il y a lutte revendicative) ; cette productivité demandant alors autant d'efficaces loisirs (souvent non accordés totalement) pour la reconstitution de la force de travail, d'où consommation accrue (2. Profit augmentant proportionnellement).

Le travail, de plus, a pour fonction sociale (dans la société capitaliste) d'être un instrument de sélection (la place dans la hiérarchie sociale étant déterminée selon mérite et « qualification » dépendant elle de l'« humeur » économique du moment, c'est-à-dire des nécessités de la bourgeoisie : D'où recyclages, mutations...) et un instrument de soumission vis-à-vis d'un savoir ou d'un savoir-faire venant d'en haut, annihilant toute créativité (trop dangereux pour la bourgeoisie !!) et qui est alors dès l'école primaire, école d'impuissance, de dépendance vis-à-vis d'un système, de passivité, de démission... Et ceci au seul profit de la bourgeoisie et de son maintien.

Ainsi, il y a nécessité, dans une optique autogestionnaire de redéfinir ce qu'est et ce qu'on veut du travail (non avec son sens péjoratif actuel, mais celui, par exemple, de satisfaction des besoins permettant en plus et parallèlement un plaisir et un épanouissement réels) ; et ceci en réaction contre le travail, dans le sens capitaliste (reposant sur l'idéologie de la croissance associée à celle du progrès, base du ciment social de la société moderne, idéologie qui s'appuie sur deux idées fondamentales qu'elle inculque ensemble : celle de mieux-être et celle de nécessité, notion que caractérise d'ailleurs le droit français du travail, de contrôle et d'exécution appartenant au pouvoir exécutif (la bourgeoisie aurait peur de sa propre démocratie !!) : « chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi » (la preuve : Les oisifs sont taxés) et non le droit de travailler et à qui l'on doit un emploi !

Ainsi — Egalité devant le travail, en fait obligatoire (pour la reproduction de la plus-value)
— Inégalité devant l'emploi (et de la qualification, ceci dès l'école).

LES EDITIONS « GUERRE DE CLASSES »

KRONSTADT la Rouge, le Pouvoir des soviets libres - (Mars 1971) . . . . . **5 F**
O.C.L. : Positions de base - (Janvier 1973) . . . . . **3 F**
ANALYSE DU P.C.F. - (Février 1973) . . . . . **2 F**

Toute commande accompagnée d'un chèque postal ou bancaire ([illegible]) « Guerre de Classes » - B.P. 20 - 37005 Tours-Cédex.

POUR CONTACTER LES GROUPES :

TOURS et régions Nord : B.P. 20 - 37005 Tours-Cédex.
MARSEILLE et régions Sud : Acrates, 13, rue de l'Académie, (13) Marseille-1er.

ABONNEMENTS :

1 an (12 numéros) 10 F - Soutien 20 F et plus.
De diffusion (10 ex. pendant 3 num.) 15 F.
[illegible],

Toutes correspondances concernant l'O.C.L. et « Guerre de Classes » : B.P. 20 - 37005 Tours-Cédex.

Pour soutenir le journal et le rendre régulier

souscription permanente à son C.C.P.

Dépôt légal nº 38-097 — Commission paritaire nº 51417

Directeur de publication : M. Desmars.

Imp. Ch. Corlet, 22-24, rue de Vire - 14110 Condé-sur-Noireau